

faites-moi lire, svp !

Nouvelles

Belgique -Belgie
P.P.
BC 1757
Courcelles 1
N° d'agréation : P 202127

Mensuel de l'asbl "Le Progrès"

(pas de parution en juin et juillet) - déposé   6000 Charleroi X
publication réalisée avec l'aide de la Communauté française

 diteur responsable : Robert Tangre
Rue Jules destr e, 11   6020 Dampremy
Tél : 071 30 39 12
GSM : 0475 46 39 19
fax : 071 30 58 30
E mail : robert.tangre@skynet.be
C.C.B. : 068-2013811-21

Nouvelles 290

Août 2025

Sommaire

Lidice : prologue d une nuit tragique.

Les produits en promotion nuisent...

Les résidus de produits toxiques nuisent ...

La justice belge débordée par ...

Ecologie radicale ...

L Etat belge poursuivi en justice ...

Grand Israël : tout comprendre ...

Un accord de 80 millions de dollars ...

L enigme Robert Oppenheimer ...



Lidice.

Prologue d'une nuit tragique.



<Par un soir de juin, le soleil vient de se coucher et la nuit tombe rapidement. L'air est saturé de cette odeur du foin qui vient d'être séché et de l'herbe fanée qui vient d'être rentrée dans les granges pour l'affouragement du bétail. Ça et là, on entend le caquètement des poules qui cherchent une place sur le perchoir, le bruit des chaînes dans les étables. Les chiens aboient quand passent des piétons attardés. C'est un aboiement plutôt amical. De temps en temps, les portes claquent, la vaisselle tinte. Le village est noyé dans les ténèbres, la vie a déménagé dans les cuisines et les chambres à coucher.

Les enfants vont se coucher. Les édredons qui sont restés toute la journée au soleil sont pleins de cette bonne odeur printanière. ! Quel plaisir d'être au lit ! Surtout maintenant, alors que la fin de l'année scolaire approche. C'est justement aujourd'hui que nous avons pu acheter la photo de notre classe. J'ai encore une drôle de tête sur cette photo ! Il faut que je me dépêche de la regarder encore une fois avant que maman ne vienne éteindre la lumière, enlever le camouflage (c'est la guerre) et ouvrir la fenêtre. Notre maître, monsieur Petrie est assis parmi nous, il a un maintien digne, il se tient bien droit et il sourit. D'ailleurs, nous avons tous, presque tous le sourire : Vosek Moravec, Mila Petrak, Maruska Pitinova, Jorda Kobera, Marenka Hockova. C'est parce que notre maître nous a dit, en gardant tout son sérieux, qu'un petit oiseau allait sortir de l'appareil photographie et prendre son vol.

Dans vingt jours à peine, nous serons en vacances. Papa prendra également son congé. Nous ne penserons plus à la guerre et nous irons plusieurs fois cueillir des champignons dans les bois, il me l'a promis. Lorsque maman sera gentille, alors elle pourra peut-être venir avec nous. Papa me disait toujours cela en clignant de l'œil dans ma direction.

Demain, nous serons le 10 juin. Encore quelques nuits à passer...

Lidice, petit village de La Bohême centrale, et situé à 20 km à l'ouest de Prague et à 8 kilomètres au sud de Kladno. Le 9 juin 1942, les habitants aller se coucher. Personne ne se doutait du fait que le temps égrenait inexorablement pour la plupart d'entre eux, les dernières minutes de leur destinée.

Ce soir-là, immédiatement après 21h, tous les principaux responsables du drame qui allait éclater s'étaient rassemblés dans un hangar en plein champ, au nord de Lidice... Il y avait là le chef de la Gestapo, Harald Wiesmann et son adjoint permanent Thomas Thomsen, le secrétaire de la Gestapo pour les affaires criminelles, Walter Forster et plusieurs autres encore Horst Böhme, le chef de la Gestapo à Prague et les membres d'une commission spéciale qu'il dirigeait arrivèrent les derniers. De nombreux officiers des services de sécurité et de l'armée nazie étaient également présents.

Le nœud formé autour de Lidice par une compagnie de la police nazie commençait à se resserrer petit à petit. Son chef, le commandant Marwelder avait reçu l'ordre d'encercler hermétiquement le village

avant 22h. Toutes les personnes qui désiraient rentrer à Lidice pouvaient passer mais personne ne pouvait quitter le village.

À 22h, en pleine nuit, des autos quittèrent le hangar pour s'arrêter près des premières maisons de Lidice. Böhme avait choisi la plus grande de ces maisons, fit évacuer immédiatement toutes les personnes qui y habitaient et s'y installa avec tout son état-major.

Peu de temps après, le maire de la commune y fut convoqué et dut apporter tous les documents écrits de la mairie. Les négociations avec le maire se terminèrent après minuit. Les policiers de la Gestapo avaient appris tout ce qu'ils désiraient savoir sur ce village. Des soldats de l'armée nazie vinrent se joindre aux membres des services de sécurité et à la police.

Ivan Ciganeck

Copié du livre Lidice (Tchéquie)

La décision est prise.



Devant les agents de la Gestapo, Böhme explique brièvement le contenu d'une dépêche qu'il avait noté ainsi :

- le 9 juin 1942 à 19h45, Franck m'a annoncé qu'il avait eu un entretien avec le Führer et que ce dernier avait donné les ordres suivants à propos de Lidice :

- 1 tous les hommes adultes doivent être fusillés ;
- 2 toutes les femmes doivent être envoyées dans des camps de concentration ;
- 3 tous les enfants qui peuvent être germanisés seraient confiés à des familles SS. Les autres doivent être rééduqués ; d'une manière différente ;
- 4 le village doit être complètement incendié et rasé.

Dès cet instant, la mort et l'injustice avaient encerclé 476 vies humaines. Les autres étaient déjà en prison ou travaillaient en dehors de la commune. D'après les statistiques, avant le 10 juin 1942, 167

familles vivaient à Lidice, soit 503 personnes logées dans 106 maisons. D'après les professions, la répartition était la suivante : 63 travailleurs de la métallurgie, 11 mineurs, 22 ouvriers, 28 travailleurs artisans qualifiés, 3 ouvriers agricoles, 2 petits paysans, 12 paysans moyens, 2 propriétaires fonciers, 1 meunier, 3 apprentis, 2 chauffeurs, 10 commerçants, 12 retraités, l'instituteur, le curé, le sacristain, le garde-champêtre, 2 personnes bénéficiant d'une pension viagère, 1 chef de chantier et d'autres encore. Tous n'avaient qu'un seul désir : vivre et réussir dans la vie !

Pourquoi ? Comment ? C'est ce que nous vous expliquerons dans les suites de cette triste soirée.

Yvan Ciganek

Extrait

du

livre

Lidice.

Il y a 87 ans, Hitler envahissait la Tchécoslovaquie.

Pour comprendre le drame de Lidice dont nous avons déjà parlé, nous expliquons aujourd'hui partiellement les causes du drame qui surviendra.



L'annexion des Sudètes

Après la prise du pouvoir par les Nazis en 1933, l'Allemagne exigea l'inclusion de la population allemande de Tchécoslovaquie, ainsi que les territoires où ils vivaient, dans le Reich. À la fin de l'été 1938, Hitler brandit la menace d'une guerre européenne si les Sudètes n'étaient pas cédés à l'Allemagne. En plus d'une importante population germanophone, c'est aussi là que se trouvaient les positions défensives de l'armée tchécoslovaque en cas de guerre avec l'Allemagne. Les 29 et 30 septembre 1938, les dirigeants britanniques, français, italiens et allemands prirent part à une conférence à Munich. Dans ce qui fut connu ensuite sous le nom d'« accords de Munich », ils acceptèrent l'annexion allemande des Sudètes en échange de la promesse de paix d'Hitler.

La partition de la Tchécoslovaquie.

Après les accords de Munich, les dirigeants du gouvernement démocratique tchécoslovaque démissionnèrent. Le président Beneš partit pour la France. Entre la pression extérieure allemande et les menaces intérieures des séparatistes slovaques, ce qui restait de l'État se transforma en un régime autoritaire, renommé Tchéco-Slovaquie, reflétant la plus grande autonomie accordée à la Slovaquie. Ceci n'empêcha pas l'Allemagne nazie d'inviter les voisins du nouveau pays à en réclamer des morceaux de territoires. À l'automne 1938, le premier arbitrage de Vienne fut signé, et la Hongrie annexa le sud de la Slovaquie, tandis que la Pologne récupérait le district de Teschen, en Silésie.

Hitler viola les accords de Munich le 15 mars 1939 et envahit les provinces tchèques de Bohême et Moravie, qui devinrent un protectorat allemand, annexé directement au Reich, mais dirigé par un Protecteur du Reich. C'est Konstantin von Neurath, ancien ministre des Affaires étrangères allemand, qui occupa ce poste à partir de mars 1939. Le chef de la RSHA (Reichssicherheitshauptamt, Office central de la sécurité du Reich), Reinhard Heydrich, le remplaça. Celui-ci fut assassiné à la fin du printemps 1942, et le chef de la police d'ordre Kurt Daluege reprit ses fonctions pour peu de temps. Enfin, entre 1943 et 1945, le Protecteur du Reich fut l'ancien ministre de l'Intérieur Wilhelm Frick.

La Slovaquie devint un État indépendant, dirigé par le prêtre catholique Jozef Tiso. Ses partisans mirent en place une dictature à parti unique, fasciste et autoritaire, fortement influencée dans sa politique interne par une hiérarchie cléricale séparatiste, et très proche du régime nazi — le Parti populaire slovaque. Le régime de Tiso resta au pouvoir jusqu'en avril 1945.

En mai, la Hongrie annexa l'Ukraine transcarpathique. Érigée en nouvel État en 1918, la Tchécoslovaquie était donc rayée de la carte deux décennies plus tard.

Les Allemands et leurs collaborateurs exterminèrent environ 263 000 Juifs qui vivaient sur le territoire /de la République tchécoslovaque en 1938.

Extrait de <https://encyclopedia.ushmm.org>

Reinhard Heydrich



Surnommé le "boucher de Prague", il est, dans l'ombre d'Himmler, l'un des principaux instigateurs de la destruction des juifs d'Europe.

Né en mars 1904 à Halle an der Salle. Fils du directeur du conservatoire de musique de Halle, il est élevé dans un esprit nationaliste.

C'est un militaire qui entre au parti nazi en juillet 1931 après avoir été expulsé de la marine pour une affaire de mœurs. De sa rencontre avec Himmler naît le SD (Service de Sécurité) dont le rôle est de repérer les opposants dans la société et le parti.

C'est lui qui établit la liste des SA à éliminer en juin 1934. Il est alors promu général dans les SS.

En 1937, il joue un rôle important dans la transmission de faux documents à Moscou afin d'éliminer les chefs de l'Armée rouge. En 1938, il exhibe des affaires de mœurs compromettant les généraux Blomberg et von Fritsch, permettant à Hitler de mettre la main sur la Wehrmacht.

Le 24 janvier 1939, il est nommé à la tête du nouveau **Bureau central d'émigration** chargé d'organiser

la déportation des Juifs. Le 31 août, il organise l' " incident " de Gleiwitz qui va déclencher l'attaque de la Pologne. A la fin de cette année, il centralise et dirige toutes les polices politiques et criminelles au sein du RSHA (Service de Sécurité central du Reich). Il devient, dans l'ombre d'Himmler, l'homme le plus redoutable du III^e Reich.

Chargé de " résoudre le problème juif " par Goering, il met sur pied les 4 **Einsatzgruppen** destinés à opérer derrière la Wehrmacht. Nommé Protecteur de Bohême-Moravie, surnommé le " **Boucher de Prague** ", il fait publier le décret " **Nacht und Nebel** " le 7 décembre 1941. Il fut l'un des principaux instigateurs de la **conférence de Wannsee** où il affirme vouloir exterminer les 11 millions de Juifs d'Europe. Il est assassiné à Prague le 4 juin 1942 par des résistants Tchèques. Sa mort est le prétexte d'une répression féroce dans le village de Lidice, rayé de la carte.

Extrait du site : « Résistance et liberté »

L'assassinat de Reinhard Heydrich



Le 27 mai 1942, le dirigeant nazi Reinhard Heydrich est mortellement blessé lors d'un attentat commis à Prague par des parachutistes tchèques. Le chef nazi était l'acteur majeur de l'organisation de l'extermination des Juifs en Europe.

Homme de confiance d'Adolf Hitler Reinhard Heydrich est protecteur du Reich en Bohême-Moravie, chef des services de sécurité nazis, organisateur en chef de la solution finale. Il est ainsi

l'un des hommes les plus puissants dans la hiérarchie nazie. Son assassinat est donc considéré par le gouvernement tchèque, en exil à Londres et par le gouvernement britannique, comme un acte d'une grande importance stratégique. Des hommes sont spécialement entraînés en Grande-Bretagne pour cette mission baptisée Opération Anthropoid. Ils sont parachutés sur le territoire du protectorat dans la nuit du 28 au 28 décembre 1941.

Après avoir atterri, Josef Gabcik et Jan Kubis réussissent au fil du temps à nouer des contacts avec des membres de la résistance tchèque qui les cachent et les aident à mener à bien leur projet. Le 27 mai 1942, dans un virage d'une rue de Prague, ils attendent la voiture décapotable d'Heydrich qui circule sans protection particulière. Tandis qu'elle ralentit, Josef Babcik se jette devant la voiture et tente d'ouvrir le feu mais sa Sten s'enraye. Jan Kubis lance alors une grenade qui explose à l'arrière de la voiture et blesse mortellement Heydrich. Les deux hommes prennent la fuite. Cet événement suscite la colère d'Hitler, et a un retentissement dans toute l'Europe.

Réfugiés dans la crypte de l'église orthodoxe Saint- Cyrille-et-Méthode, Gabcik, Kubis et d'autres membres du groupe sont encerclés par les troupes nazies. Le 18 juin 1942, après avoir été dénoncés par leur camarade Karel Curda, piégés, ils résistent héroïquement à l'assaut de plus de 800 soldats allemands puis se suicident pour éviter d'être capturés.

Heydrich, idéologue de la solution finale

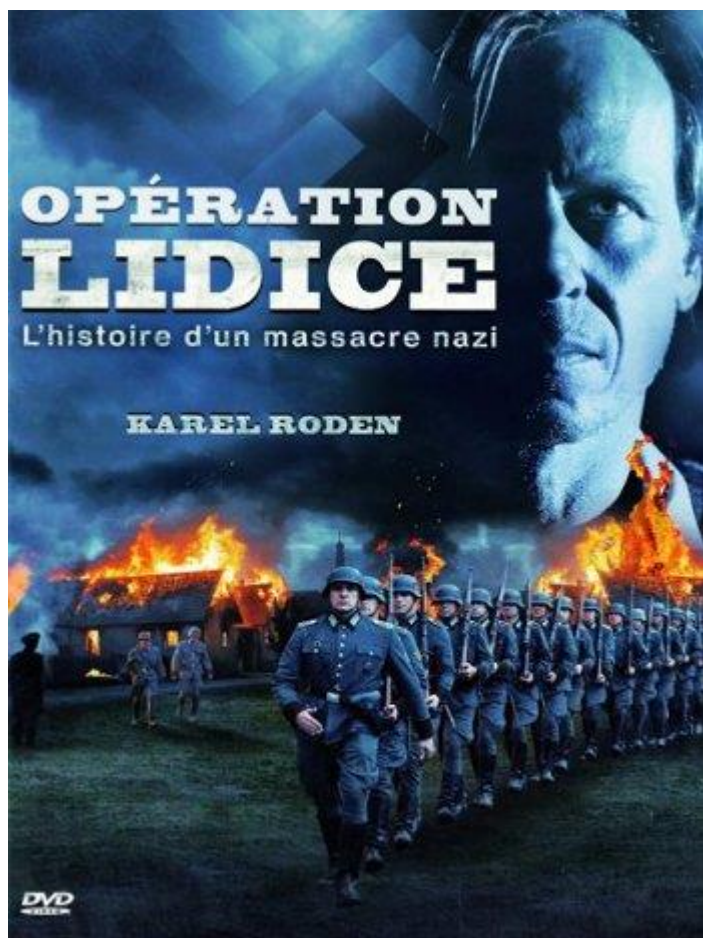
À 38 ans, Heydrich est au faite d'une carrière qui a commencé dans la marine. Après avoir adhéré au Parti national socialiste, il rejoint en 1931 la Schutztaffel (SS), le corps d'élite de ce parti, et connaît une ascension fulgurante sous l'impulsion d'Heinrich Himmler qui l'engage pour élaborer et mettre en place un service de renseignement du parti, le Sicherheitsdienst (SD). Cet organe recueille des informations sur les adversaires présumés du pouvoir hitlérien, en tout premier lieu les Juifs.

A partir de 1935, Reinhard Heydrich contrôle presque toutes les sections de la police politique du Reich : la Gestapo, le contre-espionnage, les polices de lutte contre la criminalité et des frontières. Doté d'un sens obsessionnel de l'organisation, il occupe un rôle central dans la mise en œuvre de la radicalisation de la politique discriminatoire du Reich à l'égard des Juifs.

La mort de Reinhard Heydrich a un impact minime sur la poursuite de la guerre et du génocide. En effet, l'immense bureaucratie criminelle mise en place par les serviteurs du IIIe Reich est suffisamment rodée pour fonctionner de manière autonome. Néanmoins, son assassinat entraîne une répression sanglante dans les milieux de la résistance tchèque. Quelque 13 000 arrestations sont effectuées parmi ceux qui sont soupçonnés d'avoir accueilli les assassins. Suspecté de cacher le commando recherché, le village de Lidice est martyrisé. ...

Extrait de <https://chroniques-seconde-guerre-mondiale.blog4ever.com>

La revanche



Les deux hommes qui l'organisèrent purent prendre la fuite. Les occupants nazis déclenchèrent des représailles féroces dont le but était de briser toute résistance et d'instaurer une psychose d'horreur et de peur. Le plan de l'attentat contre Reinhard Heydrich avait été préparé par le

L'une des plus grandes opérations policières de la seconde guerre mondiale fut engagée. Les perquisitions des logements commencèrent dès la première heure de la soirée. Plus de 4500 hommes de la police nazie de sécurité et de la SS et trois régiments de la Wehrmacht participèrent aux opérations.

Ces opérations policières furent suivies par Himmler, le chef suprême de la police du Reich et de la SS. Il se dépêcha d'arriver à Prague. Le travail ne lui manqua pas. Il dirigea à cette époque la surveillance de 450 000 personnes en Bohême. D'après les statistiques allemandes de l'époque, près de 4 500 000 personnes furent contrôlées. Outre Prague, 5000 autres communes et villes furent soumises aux

contrôles et aux perquisitions. D'après les listes publiées dans les journaux, 1381 personnes furent exécutées pendant la période d'application de la loi martiale.

Par vengeance, après l'attentat, les nazis assassinèrent les patriotes tchèques dans les camps de concentration et dans les prisons. À Mauthausen, il y avait 3000 Tchèques dont 600 intellectuels. Après l'attentat, la colonie tchèque fut exterminée. Il ne resta plus que 300 personnes dont 6 intellectuels. La décision de détruire Lidice avait été prise le 3 juin 1942 soit 6 jours après l'attentat contre Heydrich.

Cette décision était partie d'une lettre envoyée à une employée d'une entreprise de la commune de Kladno, ville sidérurgique. L'entrepreneur ayant lu la lettre pensa que l'expéditeur de cette lettre était un des auteurs de l'attentat. Il téléphona au commissariat de police pour prévenir le chef de police du district

A la lecture de cette lettre pourtant galante, la Gestapo arrêta Anna la destinatrice du courrier qui, au cours de son interrogatoire, parla d'un homme qu'elle avait rencontré dans le passé mais dont elle ne connaissait même pas le nom. Il lui aurait demandé de transmettre ses salutations à la famille Horak de Lidice et de leur dire que Joseph, leur fils, était en bonne santé et qu'ils n'avaient pas à se faire de souci pour lui.

La gendarmerie constata qu'effectivement une famille Horak vivait dans la commune voisine de Lidice. Cette famille avait bien un fils nommé Joseph qui depuis 1939 se trouvait à l'étranger avec le jeune auteur de la lettre également originaire de Lidice.

Immédiatement, les membres des familles Horak furent arrêtés et transportés à Kladno alors que rien ne pouvait prouver une quelconque culpabilité. Ils étaient 8 hommes et 7 femmes. Ces gens n'avaient pourtant aucun lien avec les deux parachutistes envoyés par Londres. Qu'importe, l'appareil nazi avait trouvé le nom de la commune de Lidice.

La population allait payer.

Nuit tragique

Hronikova Anna nous parle



1 Harald Wiesmann

« Après une journée de travail, nous étions tous fatigués et nous nous préparions à prendre un repos bien mérité. C'est après 9 heures que cela a commencé. Des camions pleins de soldats arrivaient dans le village. On entendait le bruit infernal des moteurs et les hurlements insolents des mercenaires fascistes. En quelques instants, le village fut envahi par la troupe.

Après minuit, les soldats commençaient à chasser les gens de leur maison. Les femmes et les enfants furent emmenés à l'école, les hommes dans la ferme des Horak. Il était triste de voir toutes ces femmes avec leur baluchon, certaines berçaient dans leurs bras des enfants qui avaient sommeil et qui pleuraient. Dans tous les regards, : on pouvait lire l'angoisse : «

Qu'allons-nous de venir ? »

Les fascistes prirent rapidement une décision. Très tôt, le matin, on nous donna l'ordre de monter dans des camions qui nous transportèrent au lycée de Kladno. C'était pénible pour nous de quitter nos foyers.

Toutes les fenêtres de nos maisons étaient ouvertes. Le couvre-feu était obligatoire mais toutes les lumières étaient allumées.

Les fascistes avaient sorti différents objets devant les maisons : machines à coudre, postes de radio, bicyclettes, ils avaient entassé des vêtements et des produits alimentaires...

Dans la cour de la famille des Horak, nous avons vu nos hommes. Nous les avons vus tous pour la dernière fois. »

Les derniers camions transportant les femmes et les enfants de Lidice avaient à peine quitté le village que tous les membres des unités de la police de sécurité se rassemblèrent sur la place de l'église. Les officiers désignèrent parmi eux les membres du peloton d'exécution. Ce peloton se rendit ensuite dans le jardin de la ferme des Horak. On avait adossé des matelas et des paillasses contre le mur de la grange pour que les balles ne puissent ricocher.

Les morts étaient laissés sur place comme ils tombaient. Les autres hommes qui arrivaient sur les lieux de l'exécution devaient se placer devant et le peloton d'exécution reculait de quelques pas et la tragédie se répétait. Aucun des condamnés n'avait les mains liées et on ne leur mettait pas de bandeaux sur les yeux

Après la guerre, devant le tribunal, le chef de la Gestapo de Kladno, Harald Wiesmann, parla du comportement des hommes de Lidice. Devant le peloton d'exécution, les hommes de Lidice arrivaient sans crainte. Ils se tenaient droit et étaient courageux. Nous n'avons assisté à aucune scène de désespoir. Sur leurs vêtements, je n'ai vu nulle trace de l'emplacement du cœur marqué à la craie. Le verdict ne leur était même pas lu : ils étaient fusillés sans qu'on leur dise pourquoi.

Au bout d'un certain temps aux 173 fusillés du 10 juin 1942, vingt autres s'ajoutèrent encore. Onze autres travailleurs furent arrêtés et fusillés plus tard. Les 15 membres des familles Horak et Stribny furent arrêtés le 3 juin et ensuite fusillés à Prague.

Les pelotons d'exécution tuèrent 192 hommes et 7 femmes soit 199 vies humaines. Et combien d'autres habitants de Lidice devaient encore mourir !

L'infamie d'un tel crime fut prouvée après la guerre devant le tribunal populaire de Prague.

Extraits du livre « Lidice » de Ivan Cigánek

Les enfants condamnés à mort

Le 10 juin 1942, les nazis emmenèrent les femmes de Lidice et les enfants dans la salle de gymnastique du lycée de Kladno. Ils ont passé trois nuits et deux journées sur un plancher nu avec quelques brassées de paille. Le troisième jour seulement, les femmes ont pu laver leurs enfants. Toutefois, ce fut la dernière journée qu'ils passèrent ensemble...

« Vous allez séjourner pendant un certain temps dans un camp de travail. Vous, les femmes, vous ferez le voyage en train et vos enfants iront vous rejoindre en autocar". C'est ce que leur ont annoncé les policiers de la Gestapo. Ils ont ensuite lu une liste de noms. Chaque enfant devait rapidement faire ses adieux à sa mère et il était emmené dans une autre pièce.

Après la guerre, Ruzena Petrakova: évoqua ses souvenirs tragiques. «Le plus jeune de mes enfants n'avait que 10 ans et il ne voulait pas me quitter. Des agents de la Gestapo me l'arrachèrent des bras et le jetèrent contre le mur. Tous se mirent à crier et les hommes de la Gestapo tirèrent des coups de pistolet au plafond. C'était un avertissement. Ils emmenèrent les enfants et firent l'appel des femmes et ils nous transportèrent à la gare. De là, on nous envoya au camp de concentration de Ravensbrück. Ce jour-là, je vis mes enfants pour la dernière fois. Pendant tout le temps de mon emprisonnement à Ravensbrück je croyais que mes enfants étaient vivants et que j'aurais la possibilité de les revoir après la Libération de la Tchécoslovaquie. Lorsque je suis revenue à la maison, j'ai trouvé la tombe de mon mari mais aucune trace de mes enfants".



Cent quatre enfants de Lidice ont connu la cruauté du nazisme. Nonante-et-un enfant de plus d'un furent emmenés de Lidice. Sur ce chiffre, quatre-vingt-deux furent assassinés. Sept autres enfants de moins d'un an subirent le même sort.

En 1946, le ministère de l'Intérieur de Tchécoslovaquie établit la liste de 890 enfants que les nazis avaient enlevé à leurs parents pendant l'Occupation. On ne put disposer d'aucune information sur le sort qu'ils avaient subi. On comprenait parmi eux les enfants de Lidice.

La trace de tous les enfants se terminent à Lodz. Il semble vraisemblable que les enfants furent transportés dans le camp de concentration de Gnieseau.

D'autres enfants furent placés dans des familles des colonisateurs allemands de cette région en Silésie. Certains enfants furent donnés à titre privé à certaines personnes. Les demandes de ces familles furent satisfaites à condition que les enfants apprennent un métier et que la personne à laquelle il a été confié les éduque comme un enfant allemand. La personne chargée de son éducation devait signer un acte d'après lequel elle prenait l'engagement de ne jamais rendre l'enfant à sa mère. Il devait donc être germanisé.

Jusqu'en mai 1946 après des recherches intensives, les services du ministère de l'Intérieur tchécoslovaque retrouvèrent 15 enfants. En ce qui concerne tous les autres ils ne vivaient plus comme le laissa supposer le résultat des recherches. Ils avaient été exterminés quelque part.

Chacun de ces enfants avaient vécu drame.

Extrait du livre de Lidice de Ivan Ciganek

Dans les supermarchés, les produits en promotion nuisent gravement à la santé.

Sept associations écolos, de consommateurs et de santé ont lancé le mercredi 21 mai une pétition ciblant la grande distribution et ses promotions agressives qui poussent les consommateurs à acheter des produits transformés mauvais pour la santé, mais aussi pour le climat et le revenu des agriculteurs.



Les super aliments bons pour ma santé.

Des étiquettes rouge flash, des prix cassés ou des « un acheté le second offert »... La grande distribution sait jouer des multiples formes de promotion pour attirer l'œil des clients et vider leurs porte-monnaie. Mais là ne s'arrêtent pas les méfaits pour les consommateurs.

Selon une étude rendue publique ce mercredi matin par sept associations environnementales, de santé ou de consommateurs ¹, les ristournes proposées par Carrefour, Coopérative U, les magasins E. Leclerc, Intermarché et Lidl, ne font vraiment pas de bien à la santé de ceux qui se laissent prendre.

Près de 5 000 promos étudiées

Issues de 40 catalogues promotionnels émis de février à mars par ces 5 principales enseignes de la grande distribution, les 4 726 réductions scrutées par les associations ont été comparées aux préconisations nutritionnelles élaborées par le Programme national nutrition santé.

Résultat : les deux tiers des produits vont à l'encontre de ses recommandations. Ultra-emballés, ultra-marketés, ce sont des produits trop gras, trop sucrés, trop salés, comme les boissons sucrées, la charcuterie ou les biscuits et gâteaux industriels.

Les associations rappellent que chaque année en France, 28 000 décès seraient imputés à une consommation excessive de viande rouge et de produits laitiers. Plus globalement, 57 000 décès seraient à mettre en lien avec une mauvaise alimentation, notamment une consommation trop faible d'aliments d'origine végétale (fruits et légumes, légumineuses, fruits à coque, produits céréaliers complets).

« 50 % de promotions sur des produits de qualité »

Ces organisations lancent donc une pétition dans laquelle elles exigent « que la grande distribution garantisse au moins 50 % de promotions sur des produits de qualité, à des prix accessibles ». Soit des

produits contenant des « fruits et légumes, légumes secs, fruits à coque non-salés, céréales complètes, huiles de colza, de noix et d'olive- ainsi que [la part des produits biologiques](#) (hors ultra-transformation) pour que ces derniers représentent au moins 10 % de l'ensemble des produits en promotion. »

Benoit Granier, responsable alimentation du Réseau action climat, insiste d'ailleurs sur ce dernier élément : 95 % des produits en promotion ne sont pas bio et ne correspondent pas à une alimentation durable. Or, « la quasi-totalité des distributeurs français se sont engagés à diminuer leurs émissions » d'ici 2030, rappelle-t-il. Ces grandes chaînes doivent « diminuer leurs volumes de vente de produits d'origine animale, [en particulier de viande](#) », afin d'atteindre leurs objectifs en matière de décarbonation de l'alimentation, préconise l'ONG écologiste. Car l'alimentation représente 24 % de l'empreinte carbone de l'hexagone.

Dans le même temps, le rapport rappelle le contexte difficile pour les porte-monnaie des clients. Environ 16 % des Français déclarent ne pas manger à leur faim, trois fois plus [de demandeurs d'aide alimentaire](#) en 10 ans ou encore une forte inflation sur la période 2022-2023.

Pour faire évoluer le système vers un modèle plus vertueux, la Stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et le climat a été lancée en 2025. Le réseau Action Climat estime de son côté que « la transition alimentaire n'aura pas lieu sans les pouvoirs publics ».

Elie

Polselli

Extrait de l'Humanité.

« Plus d'un fruit sur deux, près d'un légume sur quatre » : comment les résidus de pesticides toxiques s'invitent dans nos assiettes

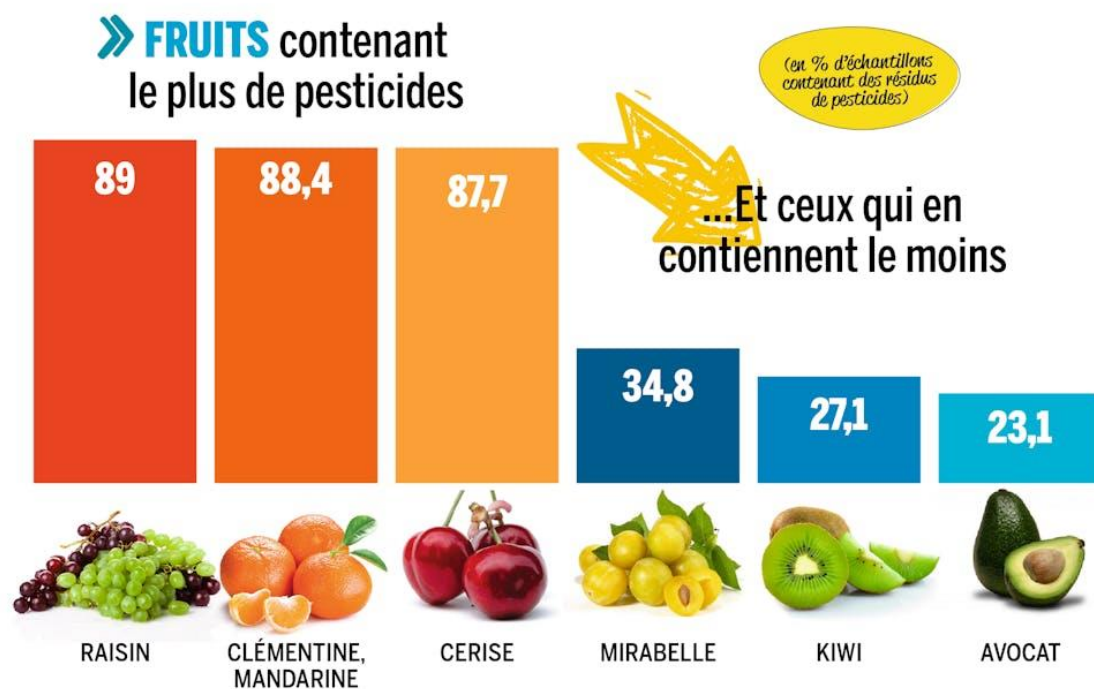
Malgré les études qui alertent sur la présence massive de résidus de pesticides dans notre alimentation et les potentiels dégâts sanitaires, les pouvoirs publics brillent par leur inaction. Voire s'attaquent aux législations qui encadrent l'usage de ces produits.

Ils sont peu visibles et pourtant omniprésents, des champs à nos assiettes. Difficile d'échapper aux pesticides. Ils ont façonné l'agriculture conventionnelle dans le sillage de la Seconde Guerre mondiale, leur consommation doublant tous les dix ans entre 1945 et 1985. Et, avec elle, le volume des résidus qui impactent nos organismes. Les scandales alimentaires se multiplient autant que les données inquiétantes. Manger sereinement n'est pas une sinécure.

Alors que le Salon de l'agriculture ouvre ses portes), ce sujet hautement sensible risque de n'être, une fois encore, abordé qu'au prisme de l'opposition stérile agitée par les libéraux entre revenus et rendements d'un côté, et environnement de l'autre. Au mépris de l'urgence sanitaire et de l'empoisonnement aux pesticides qui s'insinue dans notre quotidien – et dont les agriculteurs eux-mêmes sont les premières victimes.

80 % des fruits avec au moins un résidu de pesticide

L'ensemble des études sur le sujet font froid dans le dos : 80 % des fruits, 48 % des légumes, 56 % des céréales et 73 % des vins que nous consommons sont concernés, selon de récentes analyses menées par l'association Générations futures. Publiées en décembre dernier, celles-ci se basent sur les données du plan de surveillance des résidus de pesticides dans les aliments vendus en France en 2022.



Autre recherche, même inquiétude. La recension effectuée par l'UFC Que choisir, tirée des données des autorités françaises entre 2019 et 2021, alerte sur les contaminations des fruits et légumes cultivés de façon conventionnelle. Les chiffres sont vertigineux. On trouve des résidus de pesticides dans 81 % des abricots, 85 % des bananes et des fraises, 89 % des clémentines, 100 % des céleris et des cerises, 70 % des carottes, 61 % des haricots verts, 41 % des huiles d'olive, etc.

La plupart du temps, ces résidus se situent sous les seuils réglementaires. « Les autorités considèrent que ce n'est pas un problème, tant qu'on ne dépasse pas les limites maximales de résidus (LMR), explique François Veillerette, porte-parole de Générations futures. Mais ces limites sont définies à partir des données toxicologiques basées sur la toxicité aiguë, et fixée substance par substance. » Si les dépassements sont relativement rares, le choix de ces seuils pose question : « Les autorités considèrent que les LMR sont complètement protectrices, ce qui est tout à fait discutable. »

La non-prise en compte de l'effet cocktail

Et ce, pour plusieurs raisons. À commencer par le cumul des substances. Les LMR ne prennent pas en compte le cocktail de pesticides qu'on ingère, pas plus que notre exposition chronique hors alimentation. « Dans la journée, détaille François Veillerette, nous sommes confrontés à toute une série de produits chimiques partout dans notre environnement. Même s'ils sont présents à des doses considérées comme sans effet, cela reste problématique. La prudence devrait être de s'exposer le moins possible à ces résidus », insiste-t-il.

D'autant que, chez les scientifiques, leur présence ne fait pas consensus : « Certains considèrent qu'il n'y a pas vraiment de seuil pour la toxicité d'un certain nombre de polluants, précise-t-il, et donc que la moindre présence de ces produits est préoccupante. »

Si la ministre de l'Agriculture, Annie Genevard, a sauvé in extremis l'Agence bio, elle s'interroge sur « la multiplication des organismes qui s'occupent du bio ».

Parmi toutes ces substances, certaines sont en effet classées cancérogènes mutagènes et toxiques pour la reproduction (CMR) : « *Plus d'un fruit sur deux et à peu près un légume sur quatre contiennent au moins un résidu CMR. C'est préoccupant* », alerte François Veillerette. Dans son rapport de décembre 2024, l'ONG a décelé des résidus de substances classées CMR dans 90 % des cerises, 88 % des citrons verts et 84 % des clémentines et mandarines. Sur le podium des légumes arrive en tête le fenouil (46 %), suivi des salades (43 %) et des courgettes (38 %).

Cancers, infertilité, pathologies du foie...



D'autres pesticides sont également des perturbateurs endocriniens, qui détraquent le système hormonal. « *Les deux tiers des fruits analysés et un tiers des légumes contiennent au moins un résidu de pesticide classé perturbateur endocrinien. Ce n'est pas rien* », s'inquiète le militant. Et la liste ne s'arrête pas là. Selon le rapport de Générations futures, 34 % des fruits et 21 % des légumes contiennent au moins un Pfas, des substances per et polyfluoroalkylées dont la toxicité est de plus en plus documentée.

Certains de ces polluants éternels, rappelle l'Anses (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation), « *peuvent avoir des effets délétères pour l'être humain : augmentation du taux de cholestérol, cancers, effets sur la fertilité et le développement du fœtus, sur le foie, sur les reins, etc. Ils sont également suspectés d'interférer avec le système endocrinien (thyroïde) et immunitaire.* »

Un métal lourd dans les céréales, le chocolat, les crustacés

Parfois, les limites maximales réglementaires de pesticides sont même dépassées. Il y a un an, une alerte aux pesticides a secoué les rayons des magasins Leclerc. Dans plusieurs départements, la chaîne d'hypermarchés a été contrainte d'opérer un retrait massif de légumes gorgés de plusieurs pesticides (dimethylnaphtalène, fludioxonil, prothioconazole-desthio et bixafen).

Dernière révélation en date, dans l'émission de M6 « Zone interdite » sur, la présence de cadmium dans le pain, les céréales, le chocolat et les crustacés. Ce métal lourd, un toxique cumulatif – qui s'accumule dans l'organisme –, est présent dans les engrais phosphatés. « *Le cadmium s'accumule en particulier dans le pancréas et est suspecté de jouer un rôle dans l'accroissement majeur et extrêmement préoccupant de l'incidence du cancer du pancréas* », prévient Santé publique France. Or, 47 % des adultes et près d'un enfant sur cinq présentent des taux supérieurs aux recommandations des autorités sanitaires en France. De quoi y réfléchir à deux fois avant de saucer un plat ou d'avaler un sandwich.

Tout pour apaiser la colère de la FNSEA

Malgré toutes les données disponibles et les alertes, ce n'est pourtant pas le principe de précaution qui prévaut. Au contraire : la remise en cause des normes existantes prend de l'ampleur. En novembre 2023, la Commission européenne a réautorisé pour dix ans le glyphosate. Autre exemple récent : les sénateurs ont adopté le 27 janvier, à 233 voix contre 109, la proposition de loi de Laurent Duplomb (LR) pour « *lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur* ».

En janvier 2022, cinq ONG déposaient un recours devant le tribunal administratif pour dénoncer l'inaction de l'État face à l'effondrement de la biodiversité.

Celle-ci réautorise sur dérogation l'utilisation de l'acétamipride, un insecticide de la famille des néonicotinoïdes, le seul encore autorisé en Europe jusqu'en 2033, notamment dans la culture de betteraves sucrières. Une tentative à peine masquée, à quelques semaines du Salon de l'agriculture, d'apaiser la colère des (gros) agriculteurs, dont la voix est portée par leur principal syndicat, la FNSEA. Tout comme, à l'avant-veille de l'ouverture du salon. Et une manière d'encourager la production massive au détriment de l'environnement, alors même que l'Anses « a identifié 22 solutions pour lutter contre les pucerons et la maladie de la jaunisse dans les cultures de betteraves sucrières. »

L'agriculture biologique, la solution ?

Face à l'omniprésence des substances, les aliments bio pourraient constituer une alternative plus respectueuse de l'environnement et de la santé. Un enjeu de production locale, alors que 83 % des produits bio consommés sont d'origine française. Mais le secteur ne représente que 10 % de la surface agricole française, soit 2,8 millions d'hectares en 2023, en recul de 1,9 % sur un an. La part du bio dans le panier des consommateurs n'était, de fait, que de 5,6 % en 2023, selon le ministère de l'Agriculture. Et pour cause : ces denrées coûtent en moyenne 20 à 30 % plus cher, encore loin d'être accessibles à toutes les bourses.

Surtout, favoriser l'agriculture bio n'est pas à l'agenda politique. Un amendement au projet de loi de finances avait même été voté mi-janvier, actant la suppression de l'Agence bio en supprimant ses 2,9 millions d'euros de crédits. Le 27 janvier, la ministre de l'Agriculture, Annie Genevard, a finalement rétrogradé... tout en soulignant « la multiplication des organismes qui s'occupent du bio ».

« Environnement et biodiversité : des variables d'ajustement »

Les inquiétudes sont loin d'être levées, à rebours des urgences sanitaires et environnementales. « Il faut conditionner les aides, de façon à soutenir davantage ceux qui font des efforts sur les modes de production que ceux qui n'en font pas », martèle François Veillerette. Et de déplorer que « l'environnement et la biodiversité servent de variable d'ajustement ».

Des micro-organismes nécessaires à la fertilité des sols jusqu'aux pollinisateurs, le système alimentaire dépend pourtant de la biodiversité. Comme le souligne l'Office français de la biodiversité, les liens avec notre santé vont même plus loin : « Pour prévenir les maladies et éviter un déclin de la santé publique, il faut commencer par s'attaquer à la perte de la biodiversité, car elle nous expose à de nouvelles menaces. » Au vu des reculs sur les normes protectrices de l'environnement, le message n'a pas encore porté.

Jessica Stephan

Extrait de l'Humanité.

La justice belge débordée par les enquêtes touchant les institutions européennes



SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL JUSTICE

La justice belge manque de personnel et subit des pressions politiques, et elle peine à boucler certaines enquêtes sur des affaires de corruption au sein des institutions européennes.

Les policiers et les magistrats belges qui enquêtent sur des affaires touchant les institutions européennes sont débordés, alors que l'Union leur demande d'intensifier leurs efforts.

Devant le Parlement belge, le ministre de l'Intérieur Bernard Quintin **a reconnu** jeudi dernier la gravité de la situation. Ce dernier a expliqué aux députés que seuls 35 agents étaient affectés au bureau belge de lutte contre la criminalité économique et financière organisée, et que la moitié de la charge de ces policiers était liée aux enquêtes menées par le parquet européen (EPPO).

L'unité anti-corruption est à peine mieux dotée, avec seulement 64 enquêteurs pour tout le pays, a-t-il ajouté.

Alors que Bernard Quintin a insisté sur le fait que « *la lutte contre la corruption et la fraude est une priorité absolue* », la cheffe de l'EPPO, Laura Kövesi, a lancé en début de semaine dernière un avertissement bien plus urgent. Dans une interview accordée à **De Standaard** et au *Soir*, elle a décrit la Belgique comme une plaque tournante de la criminalité financière organisée, alors même que les actions du pays pour s'attaquer à cette menace sont selon elle une « *plaisanterie* ».

« *Ce n'est plus seulement un problème belge* », a-t-elle déclaré. « *Les groupes criminels utilisent la Belgique comme une plate-forme pour leurs opérations. Et en tant qu'hôte de la plupart des institutions de l'UE, elle porte une responsabilité particulière* ».

L'EPPO conduit actuellement 79 enquêtes, y compris des enquêtes sur des affaires politiquement sensibles comme le **Pfizergate**, qui implique Ursula von der Leyen, ou l'utilisation abusive de fonds européens par certains membres du Parlement. Parmi ces derniers, le **Parti populaire européen** (PPE) - le groupe politique le plus puissant de l'hémicycle -, le défunt groupe d'extrême droite **Identité et Démocratie** (ID), ainsi que plusieurs autres députés européens.

La qualité et la confidentialité des enquêtes belges font également l'objet de vives critiques. Le mois dernier, la présidente du Parlement européen, Roberta Metsola, **s'est engagée** à revoir les procédures de levée de l'immunité parlementaire avec la police belge, suite à des plaintes selon lesquelles la réputation des eurodéputés serait ternie par des accusations peu convaincantes et rendues publiques avant d'avoir été sérieusement documentées.

Cette critique a été reprise par des députés européens la semaine dernière, alors qu'ils débattaient de la levée de l'immunité de certains de leurs collègues, lors d'une réunion à huis clos de la commission des affaires juridiques du Parlement.

Selon trois personnes au fait des discussions, le PPE, les socialistes et les libéraux ont exhorté les autorités belges à étoffer leur dossier et à fournir des preuves plus sérieuses. Ces trois groupes ont des eurodéputés impliqués dans l'enquête du Huawei-Gate.

Le malaise qui entoure la justice belge est aussi renforcé par ses antécédents peu glorieux. Le scandale du Qatargate, qui avait révélé en 2022 un réseau d'influence lié à des puissances étrangères comme le

Maroc et le Qatar, n'a toujours pas été jugé, en raison de contestations juridiques internes qui ont retardé l'enquête.

En coulisses, les responsables belges expliquent d'ailleurs que leur pays ne peut seul prendre en charge toutes les enquêtes qui concernent des affaires de corruption internationale.

L'ancien premier ministre belge Alexander De Croo **a soutenu** l'extension de l'autorité de l'EPPO en 2024, avec l'appui de certains pays de l'UE. L'idée **fait** son chemin au Parlement, alors que des discussions politiques sur la refonte de l'architecture anti-fraude de l'UE sont en cours.

L'année dernière, un **rapport** très critique de l'OCDE a mis en évidence les défaillances systémiques du système judiciaire belge. Depuis 2016, le pays n'a obtenu que trois condamnations pour corruption transnationale, impliquant cinq personnes - et aucune entreprise n'a jamais été sanctionnée. Le rapport ajoute que nombre d'affaires récentes se sont soldées par des acquittements, en raison de retards de procédure.

Le rapport a également mis en évidence de graves problèmes de capacité : Les juges d'instruction de Bruxelles traitent en moyenne 150 affaires chacun, et seuls trois procureurs fédéraux sont affectés aux affaires de corruption transnationale - une charge de travail **qualifiée** d'insoutenable par les magistrats.

Interrogé sur le manque de personnel au sein de la police, un porte-parole du ministre belge de l'intérieur a déclaré : « *Nous allons intensifier le recrutement et la formation de nos officiers de police. C'est une priorité* ».

De son côté, le porte-parole du ministre de la justice a déclaré que « *des efforts importants ont été déployés ces dernières années pour remettre ce service spécialisé à niveau* », ajoutant que les enquêteurs étaient difficiles à recruter et à conserver. Il a également indiqué qu'il était en contact avec l'EPPO.

Nicoletta Ionta a contribué au reportage.

Extrait de Euractiv

Écologie radicale : 49 grands chantiers "susceptibles de s'embraser" surveillés de près par les renseignements

L'affrontement qui vient ?

Le vendredi 2 mai, « Le Figaro » a dévoilé une liste de 49 grands projets qui seraient surveillés par la Direction nationale du renseignement territorial. Extraction de minerais, infrastructures de transports, enfouissement des déchets... Selon le quotidien, ces chantiers seraient dans le viseur de « saboteurs » issus de la mouvance écologiste radicale.

Va-t-on vers de nouveaux « Sainte-Soline » – commune des Deux-Sèvres qui avait été le théâtre il y a deux ans de violents affrontements entre militants écologistes et forces de l'ordre autour du projet contesté de méga bassines – partout en France ? Le Figaro révèle le vendredi 2 mai le dernier état des lieux en date du 18 avril de la Direction nationale du renseignement territorial (DNRT). Le service de renseignement français identifie ainsi 49 sites « *susceptibles de s'embraser à travers toute la France* ». Extraction de minerais, infrastructures de transports, enfouissement des déchets... De nombreux secteurs seraient concernés.

Courriers de menaces.

Le quotidien évoque notamment cinq chantiers d'ampleur « *susceptibles de donner lieu à une contestation violente* » et qui seraient particulièrement surveillés par les renseignements. Sans surprise figure Bure (Meuse), dans le Marais poitevin, où se joue depuis des années une bataille contre le projet « Cigéo » d'enfouissement de déchets radioactifs porté par l'État et contesté par les associations environnementales. Selon les informations du *Figaro*, « *un inquiétant courrier émanant de la mouvance antinucléaire* » aurait même été envoyé en février dernier à un responsable du centre Meuse/Haute-Marne de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra).

« *L'enveloppe contenait une munition d'arme de guerre, de type AK-47* », a ainsi rapporté une source au quotidien, ajoutant que « *les activistes ont revendiqué cette action dans un long article publié sur les réseaux sociaux* ». Et de préciser : « *Le texte faisait largement référence à Alfredo Cospito, militant antinucléaire italien, figure de la fédération anarchiste informelle et auteur de deux attentats, dont un visant le directeur d'une entreprise opérant dans le domaine nucléaire et qui a été blessé par balle à la jambe.* »



Cette missive, qui dévoile notamment l'adresse personnelle de la victime, avec des photographies de son domicile, est par ailleurs signée par la mention « *Groupes autonomes contre le nucléaire* » – une référence à la mouvance d'extrême gauche née en mai 1968 qui évolue en dehors de tout parti ou syndicat et prône des formes d'action insurrectionnelle ou illégale.

Le concept de ZAD n'est plus en vogue.

Toujours selon Le Figaro, les services de renseignements suivent aussi de près le chantier ferroviaire de la Ligne nouvelle du Sud-Ouest (LNSO), qui doit relier Bordeaux à Toulouse et à Dax. Le collectif écologiste radical des Soulèvements de la Terre, fondé en 2021, voudrait « *imposer un freinage d'urgence* » des travaux. Le préfet de Gironde vient de prendre des mesures, « *comme l'interdiction du port et du transport d'objets pouvant constituer une arme dans 30 communes implantées dans le sud du département* », relève le journal.

Autre chantier dans le collimateur des écologistes radicaux : la ligne électrique à très haute tension (THT), développé par RTE, reliant la France à l'Espagne via un tunnel en forme de boucle long de 27

kilomètres, avec notamment la présence d'un canyon sous-marin nécessitant de passer les câbles sur terre dans les Landes... Au grand dam des habitants, mais aussi des activistes qui ont occupé la forêt près de Hossegor en début d'année. Un dossier « *potentiellement explosif* » pour les autorités si la convergence des luttes opère, alors que plusieurs recours en justice ont été lancés pour mettre fin à ce projet.

« Si le concept de ZAD n'est plus en vogue, puisqu'officiellement nous ne comptabilisons que celle des Lentillères à Dijon et que les autres tentatives sont aujourd'hui fréquemment entravées, les militants de l'ultragauche et de l'écologie radicale restent actifs en adaptant les modes opératoires. Désormais, les actes de sabotages des outils, des machines et les tentatives de blocages des chantiers ont pris le dessus, avec un retour plus marqué à des actions clandestines menées à la nuit tombée », analyse dans les colonnes du Figaro le directeur national du renseignement territorial (RT) Bertrand Chamoulaud.

SLT et XR à la manœuvre

Et ce dernier d'ajouter : « *La situation se dégrade lorsque les collectifs sont repris en main par des groupes plus structurés, qui versent volontiers dans la violence* ». La DNRT observe que les militants des Soulèvements de la Terre ou encore ceux d'Extinction Rebellion (« XR ») sont « *souvent à la manœuvre* » dans les mobilisations contre ces chantiers rebaptisés « *grands projets inutiles et imposés* » par leurs opposants. D'après l'organisme, les deux organisations seraient impliquées dans 23 des 49 grands projets contestés, soit près de 50 % du total.

Selon Le Figaro, le renseignement territorial a identifié dix grands projets qui pourraient se « *radicaliser* » et « *amener à une contestation plus virulente* ». Parmi ces derniers, on peut noter le chantier de mines de lithium dans l'Allier, qui doit accueillir l'un des plus grands réservoirs en Europe d'« or blanc », ou encore celui du titanesque canal Seine-Nord-Europe, même si la récente découverte d'espèces protégées pourrait retarder ou modifier profondément les travaux.

Les renseignements classent aussi 17 autres sites en « *contestations faibles* », tels que les parcs photovoltaïques dans les Alpes-de-Haute-Provence et dans les Ardennes, où l'on note la présence des Soulèvements de la Terre. Enfin, ils gardent un œil sur 17 sites à la contestation jugée « *en sommeil* », comme sur le chantier controversé de l'autoroute A69 entre Toulouse et Castres, en attente d'une décision de justice après l'arrêt des travaux en février dernier à la suite d'une décision du tribunal administratif donnant gain de cause à ses opposants.

Extrait de Marianne.

L'Etat belge poursuivi en justice en raison de son inaction face aux crimes commis par Israël à Gaza.

Le 22 juillet 2025, l'Etat belge se voit signifier la citation à comparaître devant le/la président/e du tribunal de première instance francophone de Bruxelles (agissant en référé) dans le cadre de l'action juridique lancée par le collectif **Droit pour Gaza – Recht voor Gaza** aux côtés de **victimes palestiniennes**, de l'Association **belgo-palestinienne (ABP)** et de la **Coordination Nationale d'Action pour la Paix et la Démocratie (CNAPD)**.

L'Etat belge n'a pas donné suite à la mise en demeure envoyée le 7 juillet et l'action est donc à présent formellement introduite devant le tribunal.

Depuis l'attaque sanglante du Hamas il y a bientôt deux ans, Gaza, déjà meurtrie par le blocus israélo-égyptien imposé depuis 2007, est le théâtre d'un massacre à grande échelle. Celui-ci est amplement

documenté et condamné par les plus hautes instances internationales, au nombre desquelles, et à plusieurs reprises déjà, la Cour internationale de Justice (CIJ).

Comme tous les Etats signataires de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, la Belgique a l'obligation légale d'agir pour empêcher l'irréparable. L'Etat belge a le devoir de mobiliser tous les moyens à sa disposition pour prévenir et faire cesser ces crimes. Il ne s'agit pas d'une opinion ni d'un choix politique mais d'une obligation légale.



L'urgence extrême de la situation ne fait aucun doute. Pourtant, la Belgique omet d'adopter les mesures répondant à ces impératifs ; elle continue même par ses actions et inactions à cautionner les violations systématiques du droit international et du droit international humanitaire par l'Etat d'Israël.

En outre, la Belgique a également l'obligation d'adopter les mesures qui s'imposent pour amener Israël à mettre fin à l'occupation illégale du Territoire palestinien, en ce compris la Cisjordanie et Jérusalem-Est (CIJ, avis consultatif du 19 juillet 2024, et. al.).

Par son défaut d'agir, l'Etat commet une faute qui engage sa responsabilité.

Par cette action en justice, les demandeurs poursuivent la condamnation de la Belgique à prendre, de toute urgence, les mesures suivantes qui s'imposent en application de dispositions du droit international, en raison des violations systémiques, par Israël, du droit international humanitaire, du génocide dans la bande de Gaza et de l'occupation illicite du Territoire palestinien :

- la fermeture de son espace terrestre et aérien au transport d'armes ou de matériel militaire à destination d'Israël (la citation rappelle bien sûr l'interdiction de toute exportation de matériel militaire vers Israël depuis la Belgique, qui incombe aux entités fédérées) ;
- l'interdiction de tout échange commercial avec les colonies israéliennes en territoire palestinien occupé, et, plus largement, de tout investissement qui aide au maintien de la situation illicite d'occupation par Israël de la Palestine;
- la dénonciation par la Belgique de l'accord d'association UE–Israël.

Comme le rappelle la citation et compte tenu de son objet, l'argumentation se concentre délibérément sur les violations du droit international par l'État d'Israël, ses responsables politiques et militaires, sans que ceci puisse être interprété comme une justification des atrocités commises par le Hamas le 7 octobre 2023.

Une première audience d'introduction devrait être fixée ce vendredi déjà, au cours de laquelle seront fixés un calendrier pour l'échange de conclusions et la date pour les plaidoiries

Grand Israël : tout comprendre de cette idéologie incarnée politiquement par Benyamin Netanyahu

Depuis sa première arrivée au pouvoir en 1996, Benyamin Netanyahu s'est appliqué à torpiller toute velléité de vraie négociation avec les Palestiniens pour promouvoir Eretz Israël, un État dans la dimension des royaumes juifs de la Bible.

« Eretz Israël », la priorité absolue donnée à l'émergence du grand Israël dans ses frontières prétendument bibliques, est une constante de la politique de Benyamin Netanyahu qui se laisse repérer à chaque étape de sa carrière politique.

Quand il accède pour la première fois au poste de premier ministre, en 1996, il surfe sur une vague très droitière du mouvement sioniste. Avec son parti, le Likoud, Netanyahu va s'opposer avec la plus grande virulence aux accords d'Oslo, passés avec l'OLP dans l'objectif de faire émerger une « *paix fondée sur l'émergence de deux États laïques* ».

Une définition biblique floue, qui laisse place à l'interprétation

Nous sommes au lendemain de l'assassinat de Yitzhak Rabin, le dirigeant israélien qui fut cosignataire avec Yasser Arafat des accords d'Oslo. Benyamin Netanyahu engage son pays dans un tournant qui va l'éloigner toujours plus de cette perspective.

Son objectif sera la remise en selle d'un nationalisme israélien selon un schéma qui ne débouche sur aucun avenir pour la partie palestinienne. Tout doit être au final subordonné à la mise en place d'Eretz Israël, fût-ce, aujourd'hui, en liquidant les Palestiniens de Gaza ou en étendant la guerre au Liban.

Eretz Israël correspond au « grand Israël » de la Bible. Ce procédé divin permet de justifier une annexion complète des territoires occupés de Cisjordanie, affublés du patronyme « Judée-Samarie », qui ne correspond plus à aucune donnée historique, humaine et



terrestre contemporaine.

Ce qui n'empêche pas l'administration israélienne d'en user comme d'une évidence géographique. De plus, Dieu n'ayant jamais fourni à ce sujet d'informations précises et concrètes, toutes les interprétations sont ouvertes sur les limites de ce « grand Israël ».

Une idéologie issue d'un sionisme ultraréactionnaire

La communauté internationale s'est toujours refusée à prendre de front ce type d'arguments, un peu comme si l'affirmation relevait finalement d'une sorte de bien-fondé théocratique par définition indiscutable. Pourtant, dès le premier gouvernement Netanyahu, il était possible de mettre à nu l'idéologie de celui qui allait marquer les trente années suivantes au Proche-Orient par sa fuite en avant nationaliste et belliciste.

Le journaliste Dominique Vidal démasquait ainsi dès cette époque « *les origines de la pensée de M. Netanyahu* »¹. La référence obsessionnelle du personnage est un certain Vladimir Jabotinsky, théoricien d'un sionisme ultraréactionnaire fondé sur l'autoritarisme et la violence.

Netanyahu allait recevoir un appui marqué de l'Occident sur ce terrain idéologique. Alors président, Donald Trump, sous influence lui-même des chrétiens évangéliques, décide de transférer l'ambassade des États-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem, dont Netanyahu veut faire la « *capitale éternelle* » de son État juif, en dépit des positions fermes adoptées par une communauté internationale soucieuse de respecter l'identité palestinienne de la cité.

Le tollé international n'y suffira pas. Depuis, l'administration US n'a jamais émis le moindre souhait de revenir en arrière. Comme si Eretz Israël était devenu intouchable.

Bruno Odent

Extrait de l'Humanité

Un accord de 80 millions de dollars signé pour l'évaluation des dégâts à Gaza, le déblaiement et les abris temporaires

Ramallah, le 10 février 2025, WAFA- Sous l'égide et la présence du Premier ministre Mohammad Mustafa, un protocole d'accord (MoU) a été signé au bureau du Premier ministre à Ramallah entre le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Organisation arabe et internationale pour la construction en Palestine (AIOCP), d'une valeur de 80 millions de dollars pour la première phase, sous la supervision du ministère des Travaux publics et du Logement et de l'Autorité des fonds arabes et islamiques.

Depuis le cessez-le-feu, il s'agit de la première intervention visant à évaluer les dégâts, à retirer les débris des zones vitales de la bande de Gaza, à traiter les munitions explosives et les restes de guerre, et à établir un certain nombre d'abris temporaires, y compris la fourniture des infrastructures et des services de base nécessaires.

Le protocole d'accord a été signé par le ministre des Travaux publics et du Logement, Ahed Bseiso, la représentante spéciale du PNUD, Sarah Paul, et le conseiller juridique de l'Organisation arabe et internationale pour la construction en Palestine (AIOCP), Mohammad Abu Zaid, au nom du président du conseil d'administration de l'AIOCP, l'ancien Premier ministre jordanien Taher al-Masri, qui a assisté à l'accord par communication à distance. L'événement a également été suivi par le ministre de la Planification et de la Coopération internationale, Wael Zaqout, la ministre du Développement social et des Secours, Samah Hamad, et le conseiller du Premier ministre pour les fonds arabes et islamiques, Nasser Qatami.



Le Premier ministre Mustafa a souligné que ce protocole d'accord renforcera les efforts du gouvernement sur le terrain pour fournir une réponse d'urgence aux besoins urgents du peuple palestinien. Il s'inscrit dans le cadre du travail en cours du gouvernement par le biais de la salle des opérations gouvernementales, qui implique plus de 30 ministères et agences gouvernementales, aux côtés de partenaires internationaux, humanitaires et de secours.

Mustafa a déclaré : « Le gouvernement palestinien a mis en place un programme de six mois pour faire face à la situation sur le terrain, ainsi qu'un plan de trois ans pour passer de l'aide d'urgence à la revitalisation économique et au relèvement rapide, jusqu'à la reconstruction à grande échelle au cours des dix prochaines années, dans le cadre d'un programme coordonné avec la Banque mondiale, l'Union européenne et les Nations Unies. »

« Ce programme fait partie de notre plan global et est important car il marque la première intervention à grande échelle lancée pour mettre en œuvre directement une série d'interventions importantes liées à la survie de la vie et à la restauration de la vitalité de Gaza, notamment en termes de logements temporaires, d'enlèvement des décombres et de restauration des services de base », a-t-il ajouté.

Le Premier ministre a poursuivi : « Ce programme que nous avons signé aujourd'hui comprend un engagement de 80 millions de dollars pour financer plusieurs programmes vitaux qui seront mis en œuvre. Nous prenons des mesures concrètes et pratiques sur le terrain dès le premier jour, avec le soutien de nos frères arabes et de nos collègues de l'ONU par l'intermédiaire du PNUD. »

Au nom du peuple palestinien et du président Mahmoud Abbas, le Premier ministre a exprimé sa gratitude à toutes les parties qui contribuent à ce programme, en particulier à M. Taher al-Masri pour son soutien indéfectible, son dévouement et son engagement envers la cause palestinienne, et pour sa volonté de faire tout ce qu'il peut pour aider la Palestine, en plus du PNUD et de l'AIOCP.

Il a conclu : « Nous espérons que ces efforts se traduiront par des résultats tangibles sur le terrain, allégeant les souffrances de notre peuple et donnant l'espoir que nous continuerons et que la vie reviendra à la normale, avec la reconstruction de Gaza. Notre peuple veut vivre sur sa terre, rester sur

sa terre, mettre fin à l'occupation et réaliser l'État palestinien indépendant. Nous appelons le monde à soutenir notre peuple dans cette mission. »

Pour sa part, al-Masri a déclaré : « Nous accomplissons notre devoir envers la cause palestinienne dans l'effort de reconstruire toute la Palestine, pas seulement Gaza. Re commençons à zéro avec une étape importante dans notre vie, la création de l'État palestinien indépendant sur le sol national. »

Pour sa part, la représentante du PNUD, Mme Paul, a déclaré : « Nous réaffirmons notre engagement collectif en faveur du relèvement et de la reconstruction de Gaza. Les défis auxquels nous sommes confrontés sont immenses, mais notre détermination l'est tout autant. La dévastation à Gaza a laissé d'innombrables familles sans abri, des services essentiels en crise et une économie qui lutte pour survivre. Au PNUD, nous soutenons fermement le peuple palestinien et le gouvernement dans leurs efforts pour reconstruire des vies, restaurer la dignité et créer des voies pour un avenir plus résilient. »

Mme Paul a ajouté : « Le PNUD est prêt à soutenir les institutions nationales [palestiniennes] en leur fournissant l'expertise, les outils et les capacités techniques nécessaires pour garantir que les efforts de relèvement soient efficaces, inclusifs et durables. Dans le cadre du protocole d'accord, nous mettons en œuvre près de 40 millions de dollars US pour des logements de transition, l'enlèvement des décombres, l'évaluation des dommages et d'autres efforts d'assistance technique.

« Pour intensifier les efforts de relèvement, le PNUD collabore activement avec les donateurs et les partenaires pour mobiliser des ressources supplémentaires pour le Plan de secours et de relèvement rapide du gouvernement (0-6 mois), et nous avons élaboré un programme complet de 126 millions de dollars US qui nécessite un soutien total pour répondre aux besoins critiques. Nous appelons tous les partenaires à se joindre à nous pour obtenir ces ressources afin de garantir un relèvement significatif et durable », a-t-elle poursuivi.

H.A.

Extrait de Wafa news agency

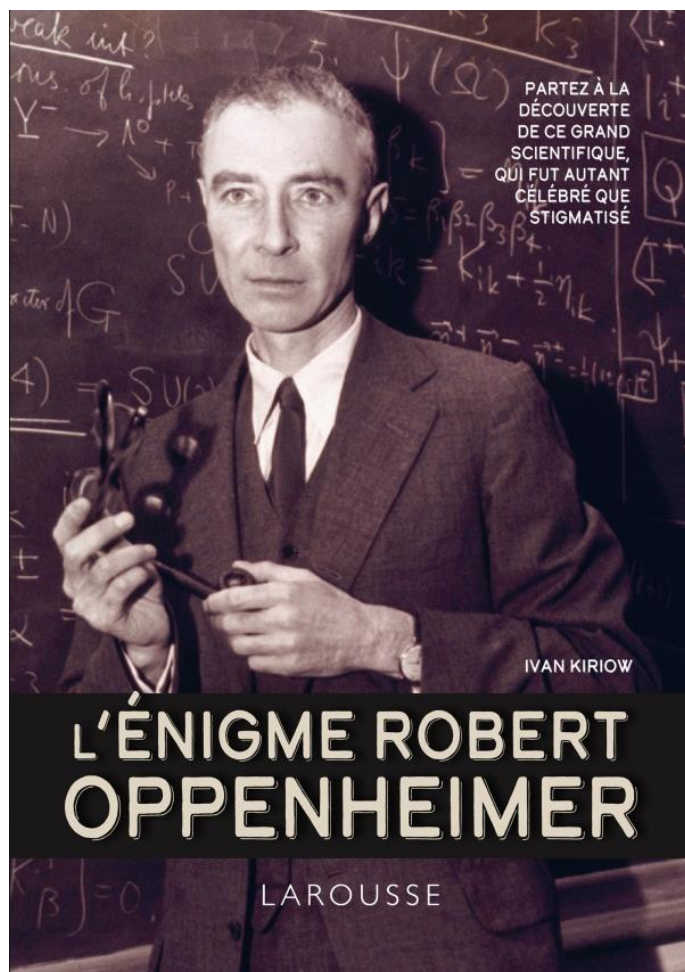
L'énigme Robert Oppenheimer – Ivan Kiriow

Un essai biographique détaillé et précis.

L'Enigme Robert Oppenheimer, écrit par Ivan Kiriow, journaliste scientifique et auteur de plusieurs ouvrages de vulgarisation chez Larousse : *Pasteur*, *Le Zapping des sciences*, *Dans le secret des mathématiques*... Cet essai biographique propose de suivre Julius Robert Oppenheimer, premier né d'un couple juif originaire Kid' Allemagne, de son enfance et adolescence tourmentées à ses dernières années de vie, en passant par ses études auprès de l'élite scientifique européenne et américaine, et sa carrière de grand physicien spécialiste de l'atome, destiné à devenir le Directeur scientifique du Projet Manhattan.

Ivan Kiriow propose de nombreuses anecdotes, souvent amenées avec humour, et il n'hésite pas à nuancer le portrait élogieux auquel on pourrait s'attendre de cet homme érudit, aussi talentueux dans les sciences qu'en philosophie, littérature et langues étrangères. Génie de la physique théorique mais médiocre praticien, Oppenheimer est présenté comme un homme énigmatique, aux multiples facettes, aussi intelligent que maladroit dans son rapport aux autres. Il se révèle au départ un piètre enseignant – avant d'être par la suite adulé par ses étudiants – affiche parfois une suffisance très désagréable, et réussit

à se mettre à dos bon nombre de personnalités importantes, jusqu'au Président Harry S. Truman lui-même.



L'essai suit son évolution de manière chronologique, s'attardant sur le moindre détail de sa vie et de sa carrière, et opérant un ralentissement notable au moment d'aborder ses travaux sur la première bombe atomique. C'est dans le laboratoire de Los Alamos, au Nouveau-Mexique, centralisant dans le plus grand secret le travail expérimental et la recherche théorique, que se produit sous la direction d'Oppenheimer le premier essai nucléaire, Trinity, le 16 juillet 1945. Il est rapidement suivi par la création de Little Boy et Fat Man, les deux premières bombes atomiques lancées en août 1945 contre les villes d'Hiroshima et Nagasaki. S'en suit une ultime période de disgrâce pour le scientifique, marquée par la Guerre Froide et le maccarthysme, durant laquelle il fait l'objet d'un procès en 1954. On lui reproche, en effet, ses sympathies communistes d'avant-guerre et son opposition à la construction de la bombe H.

A la découverte d'un personnage fascinant et complexe.

En neuf chapitres, allant de son enfance dorée à ses années de disgrâce, Ivan Kiriow dresse le portrait d'un personnage étonnant, souvent charismatique et parfois

détestable. Véritable esthète et homme érudit, il démontre dès son plus jeune âge une soif de connaissances insatiable et, malgré une santé fragile, une détermination à toute épreuve. L'auteur nous apprend ainsi qu'à son entrée à la prestigieuse Université de Harvard, Massachusetts (à ne pas confondre avec l'université de Grande Bretagne où il étudiera plus tard), Oppenheimer écrit une lettre au département de physique d'Edwin C. Kemble pour lui demander l'autorisation de suivre son cours de thermodynamique avancée, normalement réservé aux doctorants. Cette demande lui est effectivement accordée, notamment grâce à la très longue bibliographie jointe à sa requête, contenant tous les livres qu'il prétend avoir déjà lus sur le sujet. Le jeune étudiant peine cependant à entretenir des rapports apaisés avec les autres et, avec son caractère difficile, il suscite tantôt de la jalousie, tantôt de l'incompréhension.

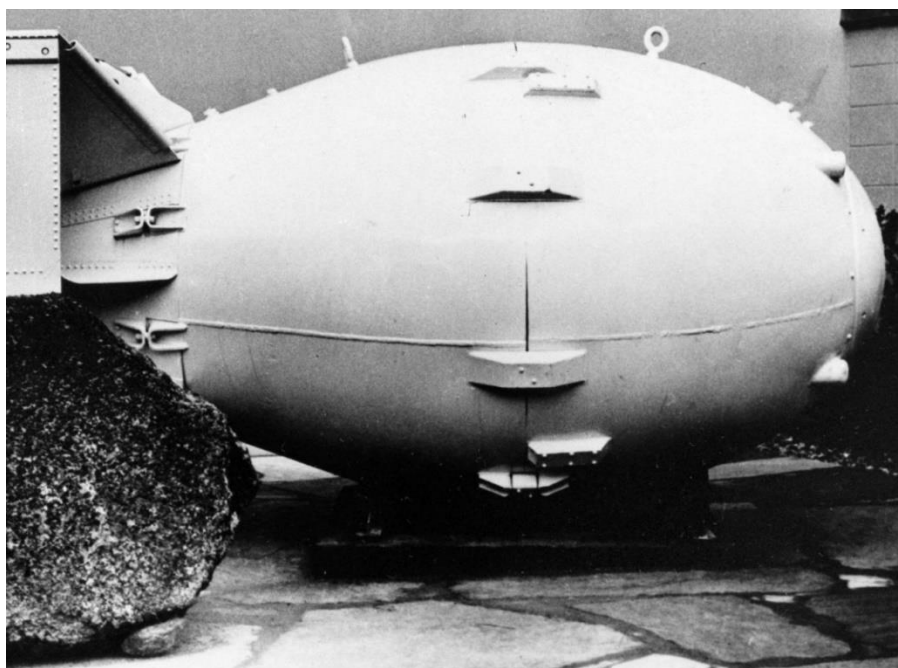
Ivan Kiriow s'attarde autant sur la carrière et les réalisations du scientifique que sur sa personnalité indéchiffrable et pleine de contrastes : on apprend ainsi qu'il ne s'est intéressé à la politique que sur le tard, mais est devenu par la suite un intellectuel engagé, qu'il a connu des crises psychiques graves, l'amenant à être dangereux pour ses proches, ou encore que sa position sur l'utilisation de la bombe atomique est plus qu'ambiguë. Il a en effet appuyé la position dure des militaires, désireux de frapper sans pitié et sans discernement Hiroshima et Nagasaki, mais a ensuite utilisé son influence et sa position de héros national pour promouvoir l'idée d'un contrôle international de l'énergie nucléaire et de l'interdiction pure et simple de l'arme atomique.

Cette étude à la fois biographique et psychologique proposée par l'auteur est tout simplement passionnante et, bien qu'il ne donne pas l'impression de romancer l'histoire d'Oppenheimer, ce dernier apparaît par instants comme un véritable héros de fiction, tant son parcours et sa personnalité semblent hors du commun. Ivan Kiriow laisse d'ailleurs entrevoir entre les pages son attachement au personnage qu'il surnomme affectueusement « Oppie ».

Une écriture fluide et immersive sur un sujet ardu.

On l'a dit précédemment, *L'Enigme Robert Oppenheimer* est un essai qui se lit avec le même attrait qu'un roman. L'écriture est fluide, élégante, et le découpage en chapitres et en sous-chapitres segmente la lecture pour la rendre encore plus commode et captivante. Loin d'être austère ou rébarbatif, le récit biographique écrit par Ivan Kiriow présente la vie d'Oppenheimer avec précision mais entrain, décrivant les rebondissements de ce destin incroyable comme autant de péripéties dans un livre d'aventures.

Par ailleurs, en se frottant à la carrière d'une personnalité aussi éminente, l'auteur prend le risque de confronter son lecteur à des notions trop complexes ou ardues à comprendre. Avec pédagogie, il parvient pourtant à vulgariser quelques notions de physique telles que le modèle de Rutherford, la physique quantique ou les recherches de Niels Bohr, de Planck et d'Einstein, fondamentales pour appréhender le travail ultérieur d'Oppenheimer et de ses collègues au laboratoire de Los Alamos. Bien sûr, certains éléments demeurent un peu abstraits ou obscurs, mais l'essentiel est explicité, donnant à tous l'impression de toucher du doigt le sens de ces différents travaux.



Pour couronner le tout, l'ouvrage offre un confort de lecture appréciable, avec son papier épais, son découpage clair et ses nombreuses photographies en noir et blanc, représentant Oppenheimer à différents moments de sa vie et de sa carrière, ainsi que certains de ses collègues. Le livre propose également toute une série de clichés du premier essai nucléaire de juillet 1945, dans la zone désertique de Jornada del Muerto au

Nouveau-Mexique, avec son champignon particulièrement reconnaissable. Seul bémol : l'absence de bibliographie finale qui, vu le travail fourni, aurait été la bienvenue.

L'Enigme Robert Oppenheimer est donc un essai captivant et instructif, permettant d'appréhender dans les moindres détails la vie et la carrière de ce scientifique de renom. En rendant accessibles les aspects techniques de ses recherches et en décrivant de manière palpitante les différentes étapes de sa vie, Ivan Kiriow offre au lecteur le portrait d'un homme complexe et fascinant, dont les recherches ont marqué durablement et profondément l'histoire et les relations internationales.

Ecrit par Lucie Lesouple

SAMEDI 25 OCTOBRE 2025

Cabaret FASSOTTE 20h30

JEAN FERRAT

« Chansons belles et rebelles »

Michel AVALLONE (Chant-Guitare, Ukulélé)

Stéphanie MEYER-ZIKRI (Violoncelle, percussions et chœurs)

RESERVATIONS mjmottet@skynet.be

☎ 0493 36 29 43

paf 14 € (Art.27-1.25 €)

BE88 0682 1197 5541

